

Allemagne-Afrique-Refugiés

Visite de Merkel en Afrique centrée sur la crise migratoire

AFP (BERLIN/Allemagne)

LA chancelière allemande Angela Merkel entame dimanche une tournée de trois jours au Mali, au Niger et en Ethiopie afin notamment d'intensifier la collaboration avec ces pays pour endiguer le flux des migrants tentant de gagner l'Europe depuis l'Afrique. La dirigeante se rendra d'abord au Mali et au Niger, deux pays de transit importants pour les candidats à l'asile, puis ira en Ethiopie, où elle se rendra

notamment au siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba.

Ses entretiens avec les présidents malien Ibrahim Boubacar Keita et nigérien Issoufou Mahamadou, ainsi qu'avec le chef du gouvernement éthiopien Hailemariam Dessalegn, auront pour thème principal le "travail en commun autour de la politique migratoire", a annoncé vendredi son porte-parole, Steffen Seibert.

Dans la foulée de son voyage, Mme Merkel recevra mercredi à Berlin le président tchadien Idriss Déby, puis vendredi celui du Nigeria Muhammadu

Buhari. Ébranlée dernièrement par deux défaites électorales locales due aux critiques de l'opinion allemande contre sa politique d'accueil des réfugiés, la chancelière a entrepris de durcir un peu plus sa politique d'immigration.

Elle table désormais en particulier sur un accord avec plusieurs pays africains sur le modèle de celui passé en mars entre l'Union européenne et la Turquie, afin d'endiguer le flux de réfugiés venus cette fois d'Afrique.

Plus de 300.000 d'entre eux ont traversé la Médi-

terranée depuis le début de l'année pour se rendre en Europe, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Une grande partie d'entre eux sont originaires d'Afrique sub-saharienne. Un accord similaire à celui passé avec Ankara "doit être conclu avant tout avec l'Égypte, mais aussi avec d'autres pays africains", avait dit en septembre Mme Merkel.

Le bien-être des Africains est "dans l'intérêt des Allemands" et constitue une question "stratégiquement extrêmement importante", a-t-elle insisté dans un entretien à l'hebdomadaire

allemand Die Zeit cette semaine.

"Les gens sont à notre porte" et l'Allemagne doit faire face au problème, a-t-elle ajouté, alors que son pays a accueilli en 2015 quelque 890.000 réfugiés, notamment syriens.

"Je ne crois pas que nous ferons disparaître ce problème en l'ignorant, en le tenant à distance ou par le repli sur soi", a insisté la chancelière dans l'entretien à Die Zeit. "Notre sécurité, la possibilité de vivre en paix et notre développement durable sont liés à la situation des gens qui vivent très loin de nous", a-t-elle souligné.

A travers le monde

•PHILIPPINES-Attentat-Islamistes

Trois membres d'un groupe extrémiste musulman ont été arrêtés aux Philippines à la suite de l'attentat sur un marché de Davao, grande ville du sud du pays, qui avait fait 15 morts le mois dernier, ont annoncé vendredi les autorités.

Les trois hommes appartiennent à un groupe local qui a organisé cet attentat à la bombe en partie pour attirer l'attention de l'organisation Etat islamique (EI), a précisé le ministre de la Défense Delfin Lorenzana.

•TURQUIE-Arrestation-Police

En Turquie, plus de 70.000 dossiers ont été déposés pour contester les mesures de limogeage ou de mises à pied prises dans la foulée du putsch avorté du 15 juillet, a annoncé vendredi le Premier ministre turc Binali Yildirim.

A la suite de cette tentative de coup d'Etat, la Turquie avait lancé une vague de purges sans précédent, pour chasser de l'administration tout sympathisant présumé de la confrérie de Fethullah Gülen, accusé d'être responsable du putsch avorté.

•YÉMEN-ARABIE-Conflit

Une personne a été tuée et deux autres blessées dans le sud de l'Arabie saoudite par la chute de projectiles tirés par les rebelles Houthis depuis le Yémen, a annoncé vendredi la Défense civile saoudienne.

Les deux blessés, une mère et son enfant, ont été hospitalisés, a ajouté un porte-parole de la Défense civile, Yahya al-Qahtani.

Les trois victimes, des résidents saoudiens de nationalité yéménite, ont été touchées par des éclats de projectiles tirés vers 07H00 du matin (04H00 GMT) dans une zone frontalière de la province de Jazane, selon lui.

•BELGIQUE-FRANCE-Attentat

La justice belge a décidé de remettre en liberté conditionnelle l'un des suspects inculpés en Belgique en lien avec les attentats du 13 novembre à Paris, a indiqué vendredi le parquet fédéral.

"Dans le cadre du dossier relatif aux attentats de Paris du 13 novembre 2015, la chambre des mises en accusation de Bruxelles a ordonné (jeudi) la libération sous conditions de Abdoullah C.", a expliqué dans un bref communiqué le parquet fédéral, chargé en Belgique des affaires de terrorisme. Ce Belge né en 1985 avait été arrêté le 22 décembre et inculpé "pour assassinats terroristes et participation aux activités d'un groupe terroriste".

Conflit Israélo-palestinien

La CPI tranchera sur le dossier palestinien "le moment venu"

AFP (JÉRUSALEM/Israël)

UN haut représentant de la Cour pénale internationale a déclaré vendredi que la CPI prendrait le temps nécessaire pour décider d'ouvrir une enquête sur d'éventuels crimes de guerre israéliens ou palestiniens, indépendamment d'une mission en cours en Israël et dans les Territoires.

"Il n'y a pas de limite dans le

temps", a dit à l'AFP Phakiso Mochochoko, membre du bureau du procureur de la CPI.

"Nous travaillons dur sur ce dossier et le moment venu, quand toutes les conditions auront été réunies et quand nous aurons procédé à toutes les évaluations, alors la décision sera prise", a-t-il dit à Jérusalem.

Il ne s'est pas exprimé sur l'éventualité qu'il faille des années avant que la CPI ne tranche. Il a souligné le caractère "unique" du dossier,

compte tenu de l'abondance d'informations, et du volume de travail pour les analyser. Il a aussi invoqué sans plus de précision des aspects légaux, "nouveaux" pour la CPI.

C'est l'un des dossiers auxquels est affecté le plus grand nombre de collaborateurs, a-t-il dit.

M. Mochochoko est arrivé mercredi avec une délégation de trois autres membres pour une mission en Israël et dans les Territoires palestiniens jusqu'à dimanche.

Il a assuré que la mission n'était pas destinée à aider la cour à statuer sur l'ouverture ou non d'une enquête.

"Nous n'avons pas de mandat pour approcher des témoins, nous n'avons pas de mandat pour collecter des preuves", a-t-il dit, "nous ne faisons qu'expliquer le travail de la cour et cela n'est en rien lié à la recherche de preuves".

Premier tribunal international permanent chargé de juger les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et

génocide, la CPI examine depuis janvier 2015 l'éventualité d'ouvrir des enquêtes sur les agissements israéliens ou palestiniens, en conflit depuis des décennies. Les Palestiniens poussent à l'ouverture d'investigations contre les Israéliens. Les Israéliens sont catégoriquement opposés à une intervention de la justice internationale. Ils font valoir que le système israélien est capable de rendre la justice, y compris pour d'éventuels crimes de guerre israéliens.

Politique-Elections

Les Marocains choisissent leurs députés, faible participation à la mi-journée

AFP (RABAT/Maroc)

LES Marocains votaient vendredi pour élire leurs députés dans un scrutin où les islamistes à la tête du gouvernement de coalition depuis cinq ans tentent de conserver la majorité face aux "modernistes".

Le taux de participation était de 10% à la mi-journée et "le vote se déroule dans des conditions normales", a annoncé à la mi-journée le ministère de l'Intérieur.

Les bureaux ont ouvert à 8H00 (7H00 GMT). "Pour l'instant, c'est plutôt calme. Les gens viendront après la prière, dans l'après-midi", a déclaré en fin de matinée un assesseur d'un bureau installé dans l'enceinte du lycée Hassan II, dans le centre-ville de Rabat.

Les opérations s'y déroulaient de façon bien organisée, avec dans chaque salle de classe faisant office de bureau, un isoloir, un dra-

peau rouge marocain punaisé au tableau à côté d'un portrait du roi Mohammed VI.

"Je suis venue accomplir mon devoir de citoyenne, notre Maroc a besoin d'une démocratie saine", expliquait une électrice. "C'est une bonne chose pour notre pays, il faut participer" au vote, plaidait Mohammed, retraité.

Le vote devait prendre fin à 19H00 (20H00 GMT), avec des premiers résultats locaux diffusés dans la foulée. Près de 16 millions d'électeurs sont appelés à voter pour élire leurs 395 députés, dans 92 circonscriptions et selon un système de liste à la proportionnelle.

En 2007 et 2011, l'abstention avait été très élevée (63% et 55%).

Ces législatives s'annoncent comme un face-à-face serré entre le Parti authenticité et modernité (PAM), formation libérale dirigée par Ilyas el-Omari, et les islamistes du Parti justice et développement (PJD).

Le PJD avait remporté une

victoire historique en novembre 2011, quelques mois après une révision constitutionnelle menée par le roi pour calmer le "mouvement du 20 février", né dans le sillage du Printemps arabe.

Le PJD reste aujourd'hui la seule formation islamiste encore à la tête d'un gouvernement dans un pays de la région.

Emmené par le Premier ministre Abdelilah Benkirane, le parti islamiste entend décrocher un deuxième mandat pour "continuer la réforme", avec toujours en arrière-plan le "référentiel" islamique.

•SCRUTIN "TRANSPARENT" Dénonçant de son côté une "islamisation rampante" de la société, le PAM se pose en parti "moderniste", "défenseur des libertés" et de la condition féminine.

Si la campagne s'est déroulée sans incident majeur, la période qui l'a précédée a été marquée par un climat de défiance, avec scandale

sexuel, accusations de coup bas et d'intox de part et d'autre.

Tout en se gardant bien de prendre de front le palais, le PJD a accusé de façon récurrente l'Intérieur, ministère régalié avec un technocrate à sa tête, de partialité et d'agissements en sous-main pour favoriser la victoire du PAM.

Le ministère de l'Intérieur s'est engagé à organiser un scrutin "transparent", conformément aux "directives" du souverain.

Sur la trentaine de partis en lice, huit ont une audience véritablement nationale et peuvent espérer obtenir un groupe parlementaire, dont la Fédération de la gauche démocratique (FGD), qui a fait une campagne sur le thème de la "troisième voie", et le parti Istiqlal, parti historique de la lutte pour l'indépendance.

Sur les bulletins de vote, des symboles permettent d'identifier chaque parti alors que près d'un tiers de la population est analphabète: un tracteur pour le